

L'AMI DU PEUPLE,  
LE PUBLICISTE PARISIEN,  
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

*Vitam impendere vero.*

Du Vendredi 18 Mars 1791.

Les loix foulées aux pieds par les fonctionnaires publics, devenus les tyrans du peuple. — Les cris de leurs victimes rétentissans du fond des cachots.

Les injustices, les vexations, les coups d'autorité, les attentats, les perfidies, les scélératesses, et les atrocités des fonctionnaires publics, vendus au monarque pour remettre la nation à la chaîne, se multiplient chaque jour au point que la tête tourne à vouloir les compter; harcelé par les réclamations d'une foule d'opprimés, l'Ami du peuple ne sait auxquels répondre; livré à sa tendre sollicitude pour le salut de ses concitoyens, il court aux plus pressés, et remet au premier moment à s'occuper des plaintes des autres victimes de la tyrannie municipale, du chef de la police, des administrateurs subalternes, des commissaires de sections; victimes de la pusillanimité des accusateurs publics, et de la criminelle apathie des tribunaux prévaricateurs.

*A l'Ami du Peuple.*

Vendredi dernier, un pauvre colporteur, passant rue du temple, fut arrêté pour avoir vendu une feuille intitulée : *la banqueroute de la municipalité*. Notez, s'il vous plaît, que cette feuille étoit dûment signée. Ce malheureux, que des mouchards venant de conduire au comité de l'hôtel de Toulouse, fut interrogé par le nommé Blin, commissaire de la section, lequel condamna le colporteur à donner 25 liv. ou à aller en prison ; qu'ainsi l'avoit ordonné M. Bailly.

La Force fut donc la retraite de ce pauvre diable. Il y a été interrogé par un juge en présence d'un ancien limier de Dutronchet, que l'on dit payé de ses honteux services à raison de six francs par jour : or ce juge a condamné le colporteur à Bicêtre. Quelle exécution ! Quoi donc, à la voix de Bailly, les commissaires de police, les juges de paix, et les autres fonctionnaires publics feront taire les loix pour opprimer les citoyens, qu'ils n'auroient pu dépouiller ! L'assemblée nationale autorise la vente des papiers signés de l'auteur, et le maire de Paris la défend de son autorité privée ! Et parce qu'une feuille censurera les dilapidations des vampires municipaux, les espions de la police auront le droit d'arrêter ceux qui la vendent ; un commissaire de section aura celui de les envoyer en prison, s'ils ne veulent pas se laisser rançonner ; et un juge inique les condamnera à une prison infamante, crainte de déplaire au grand prévaricateur municipal. Et ce chef indigne aura l'impudeur d'opprimer les citoyens qui propagent les écrits faits pour ouvrir les yeux de la nation, lui qui a l'audace de protéger les écrits faits pour l'aveugler et l'entraîner dans l'abîme ! Lui qui donne une garde aux Royou, aux Meudemonpas, aux Durosoi ! Lui qui pensionne un Dusaulehoix, un Grand-maison (1), un Estienne ! Lui

(1) C'est le plat gueux qui rédige la chronique de Paris.



qui n'a pas eu honte d'aller complimenter, la bourse à la main, des soldats qu'on avoit soullés (1) pour leur faire brûler les feuilles de l'*Ami du peuple* ! Lui qui a fait répandre dans le public mille écrits atroces contre les Jacobins ! Lui qui a payé 25 louis à l'auteur d'un écrit infâme intitulé : *Députation à l'assemblée nationale, par les chevaux de fiacre de la capitale aux douze cents j... f.....* qui occupent leur manège (2) !

*A l'Ami du peuple.*

Vous êtes le zélé défenseur de tous les opprimés, soyez celui d'un malheureux, devenu arbitrairement dans les prisons, contre toute justice, et au mépris des décrets de l'assemblée nationale. C'est le sieur Marguénor, pauvre diable de colporteur, que les fonctionnaires publics n'ont pas honte de traiter comme un criminel de lèze-nation, pour avoir vendu, en campagne, quelques papiers patriotiques, tels que l'*Enterrement des aristocrates*, l'*Exposé de Jean-Bar*, et votre bulletin. La municipalité de Montargis, s'étant saisie de lui le 22 juillet dernier, pour avoir exposé en vente ces papiers, le fit traduire dans les prisons du Châtelet de Paris, où il attend son jugement depuis cinq mois, lorsqu'il fut transféré à la force ; où il gemit. En vertu du nouveau décret qui fixe à Orléans le siège de la haute cour nationale, il se voit menacé d'être transférée dans cette vile gangrène d'aristocratie, où il craint que des Canibales ne l'immolent à la ferocité des ennemis de la patrie. Cet infortuné a un père et une mère chargés de six enfans, dont

(1) Une poignée de soldats de la compagnie du centre du bataillon de Bonne-Nouvelle.

(2) Cette ordure est sortie de la plume d'Estienne, auteur du contre-poison, du *Cicéron à Paris*, et d'un faux ami du peuple : rapsodies dégoûtantes, répandues gratuitement pour endormir le public en attendant qu'on l'égorge. Le Sr. Marcandier m'a promis des notes à ce sujet ; je les attends : on débite qu'il fait chambre avec le scélérat Languedoc, j'ai peine à le croire, il paroissoit si chaud patriote.

il étoit l'unique soutien, et qui se trouvent plongés dans la plus affreuse misère depuis sa détention. Ami du peuple, réveillez à l'égard de cet opprimé la compassion publique, que sa liberté lui soit rendue, et qu'il rende la vie à sa malheureuse famille ; hélas, l'aurions-nous cru, lorsque vous nous représentiez avec tant de force, que notre générosité envers les ennemis de la patrie tourneroit sitôt contre nous ; et que nous payerons enfin nous-mêmes de la perte de notre sûreté, le pardon si impolitique de leurs complots et de leurs trahisons ? L'aurions-nous cru, que nos propres mandataires deviendroient nos persécuteurs les plus cruels ? Mais quoi ! l'assemblée nationale verra-t-elle donc toujours en silence ses décrets violés pour opprimer les amis de la révolution ! Et ne les fera-t-elle observer que pour rendre la liberté à des conspirateurs qui vouloient nous égorger ?

Signé Amict, citoyen de la section  
de l'Arsenal.

Paris ce 16 mars 1791.

#### *Observations.*

L'Ami du peuple ne sauroit croire que les fonctionnaires municipaux poussent la démence et la fureur jusqu'à retenir un infortuné huit mois en prison pour avoir vendu quelques feuilles patriotiques : moins encore qu'ils aient eu la stupidité et la rage de vouloir métamorphoser cet acte licite en crime de lèse-nation. L'accusation de criminel de lèse-nation a été réservée à l'assemblée nationale, puisqu'elle n'a pas encore déterminé les délits qu'elle range dans cette classe. Il est clair qu'elle n'a fixé le siège de la haute cour à Orléans, que pour mettre en liberté les conspirateurs : mais elle n'est pas assez dépourvue de bon sens pour chercher à faire périr de pauvres diables de colporteurs patriotes, comme criminels de lèse-nation, quelque terreuse qu'elle soit d'ailleurs, contre les amis de la liberté. Au demeurant, les municipaux n'ayant d'autre juridiction que la police, ne peuvent punir que de quelques jours de prison civile. J'invite la section patriotique de Manconseil et le club des Corréliers, d'envoyer des commissaires à la Force,



constater le sujet de la détention du Sr. Marguenot, renfermé au bâtiment neuf; et s'il l'est arbitrairement de porter plainte aux tribunaux contre le chef de la police parisienne. Ici je somme M. Joseau d'éclaircir le fait, de réclamer le détenu, et de poursuivre le prévaricateur Bailly, pour le fait des deux colporteurs.

Je n'attends que des informations exactes pour donner suite à ces prévarications, et répandre le plus affreux scandale.

*Copie de l'ordre d'arrestation de M. Westermann,*

M. le concierge de l'hôtel de la force recevra M. Westermann et le retiendra jusqu'à nouvel ordre. Hôtel de la mairie, ce 3 janvier 1791. Signé Perron et Jolly, administrateurs de police.

*Copie de l'enregistrement à l'hôtel de la force.*

Amené par le Sr. la Borde de l'ordre de Mrs. Perron et Jolly administrateurs de police ledit jour 3 janvier 1791.

Je soussigné greffier concierge des prisons de l'hôtel de la force, certifie les copies ci-dessus conformes à l'ordre de Mrs. les administrateurs, et à l'enregistrement fait sur le sommier dudit hôtel de la force. En foi de quoi j'ai signé le présent, à Paris ce 6 mars 1791. Signé l'Endragain avec paraphe.

*A l'Ami du peuple.*

Je vous adresse copie de l'ordre en vertu duquel je suis détenu depuis près de trois mois à la force: vous y reconnoîtrez le style des lettres de cachet.

Décreté pour cause des troubles d'Haguenau, ou plutôt pour m'éloigner de l'assemblée nationale dont je réclamois justice à haute voix; l'administration de la police à Paris, sans aucune réquisition du tribunal de Saverne mon juge constitué, et sans être porteuse de mon décret, me fit arrêter de son autorité privée, au moment où devoit se faire le rapport contre le Sr. Regnier, que j'avois accusé de prévarications. On vouloit sauver cet indigne mandataire: pour réussir, il falloit m'ôter les moyens d'être entendu, on me tendit donc un piège honteux. Pour m'y attirer, le Sr. Regnier lui-même me fit demander un rendez-vous, sous prétexte d'accommodement, et le Sr. Bailly engagea sa parole à mon

égard pour 24 heures de sûreté : mais ce perfide administrateur, au mépris de sa parole solennellement engagée, me fit arrêter par le nommé (1) la Borde son mouchard favori, au moment où je me présentai au rendez-vous.

A peine fus-je arrêté, que le Sr. Voidel fit un second rapport, plus faux encore que le premier : Regnier fut blanchi, et crainte de dévoiler des menées infâmes que les ennemis de la liberté avcient tant d'intérêt d'étouffer, le rapporteur se garda bien de demander que les prétendus calomnieurs de son collègue fussent livrés aux tribunaux. Le croira-t-on ? Le Sr. Voidel pour m'enlever les moyens de le convaincre à son tour d'imposture et de prévarication, retient et refuse de restituer les pièces qui lui ont été confiées.

Le 15 Janvier je demandai, dans une adresse présentée à l'assemblée, l'extradition des pièces de la commune d'Haguenau : on inséra (2) dans le procès verbal les mots *demande en communication* au lieu du mot *extradition* ; et le décret rendu ordonna cette communication ; dérision aussi lâche que cruelle.

J'observe que la plus grande partie de ces pièces me sont indispensables pour établir mon innocence : et dans le procès que j'ai à soutenir, on veut m'ôter tout moyen de justification.

J'observe que depuis sept mois les officiers municipaux d'Haguenau sont incarcérés pour la non-représentation des registres du greffe, que le directeur du département tient perfidement sous les scellés.

J'observe que l'assemblée nationale, égarée par

---

(1) Ce scélérat est logé rue Babilie près les halles, chez un tapissier au second. Je donne son adresse, pour que les forts de la halle et le peuple aille l'assommer. *Note de l'auteur.*

(2) Le lecteur peut reconnoître à ce trait que président, secrétaires, comités, noirs, archi-noirs, côté droit, côté gauche, tout est d'accord dans le sénat pour favoriser les conspirateurs, accabler les amis de la liberté et trahir la nation. Peuple voilà les peres de la patrie, hâte-toi de leur élever des autels. *Note de l'auteur.*



son comité, n'ayant pas prononcé sur la liberté de ces officiers, ils ne peuvent obtenir leur élargissement que des tribunaux : mais c'est les forcer à périr dans les prisons que de retenir sous les scellés leurs pièces justificatives.

Un décret du 2 novembre 1790, ordonne l'élection d'une nouvelle municipalité ainsi que l'élection d'un juge de paix : un décret du 3 juillet dissout la garde aristocratique : mais ces décrets sont foulés aux pieds : des commissaires du département, officiers du cardinal de Rohan, continuent d'exercer les fonctions municipales, un ancien magistrat est nommé d'office pour exercer les fonctions de juge de paix, la garde rebelle reste armée : vainement les bons citoyens demandent-ils de procéder à l'élection de la municipalité et du juge de paix, vainement déclament-ils l'exécution des loix ; on se joue de leurs réclamations, de leurs instances, de leurs prières.

Des commissaires royaux, envoyés en Alsace, pour y rétablir l'ordre et y faire exécuter les décrets, se précèdent eux-mêmes à perpétuer les troubles. Endoctrinés par Victor de Broglie, premier auteur des massacres et des troubles d'Haguenau, ils ont repoussé les députés que la commune leur avait envoyés, à trois reprises différentes, pour les prier de s'y transporter, de s'assurer par eux-mêmes des véritables causes des désordres, et de faire exécuter les décrets. Qui croira que le 28 février, passant par la ville, ils ont refusé de s'y arrêter pour entendre la commune ! Néanmoins rien de plus vrai.

Que vous dirai-je ? pour punir la commune d'Haguenau de s'être montrée l'ami de la révolution, la justice, l'humanité, la pudeur ont été violées avec audace ; et pour les opprimer, le comité des recherches et des rapports, et les commissaires royaux n'ont pas moins foulé aux pieds les décrets que ne l'ont fait les aristocrates du département. Moi-même je suis une triste victime de leur fureur. Depuis près de trois mois, tenu en chartre privée par un ordre arbitraire, (car le tribunal de Saverne n'a demandé ni mon arrestation ni ma translation) je n'ai pu parvenir encore à connoître de quel droit on me prive de ma liberté. Pour se débarrasser de moi, l'administration de police veut me faire conduire

à mes fraix à Saverne par la maréchaussée, sans égard aux réclamations de la commune que je représente et au cautionnement de 800 citoyens actifs : j'ai résisté à cet ordre arbitraire, et elle perpetue ma détention.

Juste ciel, quelles horreurs sous le prétendu règne de la liberté ! ma patrie est sans municipalité licite, sans juges légaux, la commune est dépouillée du dépôt de ses actes publics, les contre-révolutionnaires et leurs assassins courent librement les rues, insultent et oppriment impunément les bons citoyens, les amis de la révolution gémissent dans les cachots ; et moi leur député fidèle, pour avoir osé réclamer contre les complots des conspirateurs, je suis en vertu d'un ordre arbitraire jeté dans une prison sous les yeux mêmes du législateur, qui voit en silence violer ses décrets par les traîtres à la nation.

Ami du peuple, venez à mon secours.

Signé Westermann, député de la ville d'Haguenau.  
De la Force, ce 15 mars 1791.

*Réponse de l'Ami du Peuple.*

C'est pour déjouer les conspirateurs rassemblés dans les murs de la capitale, que j'ai différé si longtemps de m'occuper de l'affaire d'Haguenau, qui me tient tant au cœur. Dans trois jours j'en offrirai au public l'effrayant tableau : j'y dévoilerai les noires trames des aristocrates Alsaciens, les faux de Regnier leur créature, toujours infâme malgré les témoignages d'estime des pères conscrits, les prévarications de Voidel, les trahisons de Broglie, les turpitudes des comités des recherches et des rapports, et les iniquités du corps législatif. Les citoyens qui pensent verront avec quelle impudeur l'assemblée nationale se impose à la nation sur la prétendue pacification des troubles de l'Alsace, de cette province qu'elle vient de remettre sous le commandement du conspirateur de Broglie, et qu'elle a rappelé, sans doute, pour la livrer aux ennemis de l'état qui sont à nos portes : peuple frémissant de voir dans quelles mains tu a remis tes destinées.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.